

Libération
jeudi 6 juin 2024

«Il faudrait polluer nos villages pour dépolluer les villes ?»

Par ISABELLE HANNE Envoyée spéciale à Covas do Barroso et Montalegre (Portugal)

Mines de lithium au Portugal

Dans le nord-est du pays, deux projets ont reçu le feu vert des autorités, malgré l'opposition des riverains et un scandale de corruption. Illustrant les paradoxes d'une transition énergétique basée sur l'extraction.

REPORTAGE Dans l'emploi du temps de Nelson Gomes, il y a : se lever à l'aube, s'occuper de ses vingt-cinq vaches de race barrosã, avec leurs longues cornes, leur robe fauve, leur viande réputée dans tout le Portugal; monter sur son tracteur pour retourner la terre de son potager.

Et depuis quatre mois, dès qu'il a le temps, grimper un terrain escarpé pour «empêcher les engins de Savannah Resources de forer une parcelle qui ne leur appartient pas». L'un des sites, projette l'opérateur britannique, de la plus grande mine de lithium à ciel ouvert d'Europe. Nelson et ses voisins de Covas do Barroso, un village de la région reculée et rurale de Trás-os-Montes, sont bien organisés. Tous les jours travaillés sont découpés en tranches qu'ils se partagent, pour les blocages, avec ceux des communes voisines également concernées par la mine de Boticas.

Basée à Londres, Savannah Resources ambitionne depuis près de dix ans d'exploiter le sous-sol de la région, riche en lithium. Ce métal, véritable or blanc pour son utilisation dans la fabrication de batteries d'ordinateurs, de téléphones portables, de voitures électriques et pour le stockage d'énergies renouvelable, est essentiel à la transition énergétique et numérique. La mine de Boticas pourrait, selon l'entreprise qui souhaite démarrer la production en 2026, être exploitée pendant douze ans, employer 250 personnes, et produire assez de lithium pour fabriquer 500 000 batteries par an. Après étude d'impact, l'agence de protection de l'environnement du Portugal (APA) a donné son feu vert au projet en mai 2023.

«UNE FUITE EN AVANT» La production domestique de lithium est une priorité pour l'Europe, qui cherche à développer une chaîne d'approvisionnement régionale en batteries. Bruxelles a acté en 2023 la fin des moteurs thermiques dans les voitures neuves à partir de 2035, sujet qui s'est retrouvé au coeur de la campagne pour les européennes qui se tiennent ce dimanche, pour contribuer à la neutralité carbone du continent d'ici le milieu du siècle. La demande en métaux de l'UE, en particulier de lithium, devrait exploser.

Dans son règlement sur les matières premières critiques publié le 3 mai, l'UE prévoit d'extraire de son sous-sol 10% de sa consommation annuelle de matières premières stratégiques d'ici 2030. Avec les premières réserves identifiées du métal alcalin en Europe et les neuvièmes au monde selon l'agence géologique des Etats-Unis, le Portugal pourrait contribuer à réduire la dépendance de l'UE aux importations - 87 % du lithium brut consommé par le continent vient aujourd'hui d'Australie. Vu de Bruxelles ou de Lisbonne, il va falloir rouvrir des mines en Europe, et le projet de Boticas est une aubaine. Vu de Covas do Barroso, c'est un désastre. L'entrée du village ne laisse guère de doute sur la position des habitants : «Non aux mines, oui à la vie!» tonnent des grandes banderoles. Les «Não às

minas», tagués sur des tissus, peints sur des tuiles, ornent les hameaux de granit éparpillés dans ces montagnes douces aux sommets érodés et aux pentes vert pomme, hérissées de forêts de pins et de chênes. Le coin est réputé pour la perpétuation d'une paysannerie traditionnelle, avec gestion collective de l'eau, via un réseau de puits et de canaux d'irrigation, et des «baldios», les terres communales. Un système vertueux, couronné d'une inscription au patrimoine agricole mondial de la FAO, l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, en 2018.

«Vous entendez ce bruit? J'ai l'impression d'habiter le long d'une autoroute», lâche Nelson Gomes. Entre les pépiements des oiseaux, un grondement s'échappe de derrière les arbres. On aperçoit aussi les carapaces rouges d'engins de chantier. C'est l'un des futurs sites de la mine, où des employés de Savannah Resources procèdent à des forages de prospection. «On nous rebat les oreilles avec la transition verte. Vous voulez du vert ? Regardez, ici, il y en a plein». Nelson balaye de sa main osseuse les collines autour. «Il faudrait détruire tout ça, sacrifier les populations qui vivent en harmonie avec la nature? Il faudrait polluer nos villages pour dépolluer les villes ?» Il récite tout ça avec la voix douce, impassible, de celui qui a dû souvent répéter les mêmes choses ces dernières années. «La grande majorité des habitants ici est contre les mines : ils redoutent la pollution des eaux, des nappes phréatiques, la poussière que l'extraction va produire»,

Montalegre Covas do Barroso Portugal

Lisbonne assure Mariana Riquito, une jeune chercheuse portugaise qui a découvert Covas do Barroso à l'été 2021, à l'occasion d'un camp contre l'ouverture des mines. Outre la modification du paysage, la création de routes, d'infrastructures ad hoc, l'augmentation du trafic routier et le bruit, l'extraction du lithium nécessite de grandes quantités d'eau et de produits chimiques. Aujourd'hui doctorante à l'université d'Amsterdam, Mariana Riquito consacre sa thèse à la relation entre habitants et territoire à l'aune de la transition énergétique, à partir du cas de Covas. «Le contexte est beaucoup plus large, explique-telle. Si la mine de Boticas ouvre, ça va créer un précédent non seulement au Portugal, mais aussi en Europe. Ce sera le début d'une fuite en avant minière qu'il sera difficile de stopper.» Epaulés par des élus locaux, des avocats et des associations écologistes, les opposants aux mines ont lancé une série de recours devant les tribunaux

Océan Atlantique 100 : pour l'annulation de l'étude d'impact environnemental, pour

ESPAGNE des disputes sur des titres de propriété ou de délimitation de parcelles «Ce n'est jamais directement la compagnie qui demande à racheter la terre, mais des sous-traitants qui ne s'identifient pas comme tels, critique Aida Fernandes, qui dirige l'association des terres communales et incarne la contestation avec son mari, Nelson. Les propriétaires ont peur de refuser et de se faire exproprier sans compensation la fois suivante. Alors parfois, ils vendent.» Atablée avec Mariana au seul café du village, sous un soleil vertical, Aida est interrompue par des «Oi !» ou des «Bom dia !» chaleureux. «Ici c'est un petit village, tout le monde se connaît, reprend-elle. Le projet de mine a créé beaucoup d'anxiété: nos vies sont en suspens. Parce que nous ne sommes ni riches ni forts, ils pensent qu'ils peuvent nous neutraliser.» Puis, esquissant un sourire à la fois bravache et fatigué: «Mais le jeu km consiste à savoir qui abandonnera en premier».

«QUATRE ÉNORMES TROUS» Quant aux arguments de transition énergétique, de contrôle des chaînes d'approvisionnement - il vaudrait mieux polluer chez soi, avec des normes

environnementales strictes, plutôt qu'ailleurs-, très peu pour elle. «Ils disent qu'ils veulent sauver la planète, mais ils vont surtout détruire notre monde. Si la mine ouvre, si l'entreprise fait ce qu'elle a annoncé, ce sera la fin de notre village. La fin de notre eau, de l'élevage, la fin de cet écosystème délicat.» Depuis la cour d'une ancienne école, qui domine la vallée, Mariana Riquito dessine les contours du projet de Savannah : quatre mines à ciel ouvert, sur près de 600 hectares. «Donc quatre énormes trous, là, là, là et là», pointe-t-elle du doigt dans le paysage bucolique. «Là, ils entreposeront les déchets. Là, ils veulent installer une unité de traitement pour séparer les métaux.» Elle trace aussi de l'index une future route, un futur pont, et souligne à quel point l'exploitation minière est «intensive en CO2». Sur les réseaux sociaux, Savannah Resources vante sa présence dans le village. En fait, une enseigne discrète sur une maison en pierre, qui, selon les voisins, n'est «presque jamais ouverte». L'entreprise n'a pas voulu répondre à nos questions ni organiser de visite des sites. Dans un texte envoyé par mail, elle indique que le projet est «appelé à devenir un pilier important de la stratégie de transition énergétique de la région, qui s'efforce de lutter contre le changement climatique en mettant en place une économie à zéro émission de carbone». Et qu'il «stimulera la croissance économique dans une région où l'industrie des carrières est établie de longue date.» Le texte ne dit rien de la mention de la mine de Boticas dans un vaste scandale de corruption qui a mené, l'automne dernier, à la démission du Premier ministre portugais António Costa. L'affaire porte sur des soupçons de «malversation, corruption active et passive de titulaires de fonctions politiques et trafic d'influence» dans le cadre de l'attribution de licences d'exploration de lithium. En février, des procureurs ont demandé à un juge d'annuler le permis environnemental accordé au projet de Savannah. L'APA n'aurait pas évalué correctement les besoins en matière de gestion des déchets miniers ou les risques de contamination de l'eau. Ni pris en compte l'impact conjugué de la mine de Boticas et d'une autre à une trentaine de kilomètres. Le calendrier, pour une décision de justice, n'est pas connu.

«CRIME ENVIRONNEMENTAL» L'agence portugaise de l'Environnement avait en effet autorisé en septembre 2023 un second projet d'exploitation de lithium dans la commune de Montalegre, cette fois géré par la société portugaise Lusorecursos, également contesté par les organisations écologistes et les riverains. Dont Vitor Afonso, qui nous a envoyé des coordonnées GPS pour point de rendez-vous -en fait, le début d'un chemin cabossé qui donne accès au site de la future mine. Vitor montre des marquages en métal rouillé, avec des numéros. «Des trous d'exploration», inquiet-il, en lançant des cailloux dedans pour en évaluer la profondeur. Si Vitor, ses voisins et des associations ont, eux aussi, lancé des recours en justice, leur marge de manoeuvre est plus restreinte qu'à Covas. A Montalegre, pas de terres communales concernées, l'entreprise achète les terrains privés un à un. «Il n'y a pas grand-chose à faire, à part informer les gens», reconnaît l'informaticien.

Les carrières ont déjà sculpté le paysage de cette région bordée par la frontière espagnole. Créant des cratères ici, là des collines, des voies de service comme des balafres. Vitor a d'ailleurs insisté pour nous faire faire plus de route «pour montrer ce que c'est, l'après-mine». Au bout de quarante kilomètres d'une route sinueuse et sans parapet, dans un virage se découvrent les vestiges de l'ancien village minier de Borralha, où le tungstène fut exploité du début du XXe siècle à la fin des années 80. Jusqu'à 2 000 mineurs ont travaillé dans ce site aujourd'hui à l'abandon. Signe des temps, ici aussi un projet de réouverture a été lancé, avec attribution de licence d'exploration.

En contrebas, les terrils sont toujours là. S'il a depuis perdu ses fenêtres et son toit, le bâtiment massif de l'usine de traitement déploie toujours sa morne façade. Rien n'a poussé sur le sol

ocre et nu, en dépit des promesses de renaturation du site par l'ancien opérateur. L'eau de la rivière, turquoise, empesté d'une tenace odeur de soufre.

Une toute petite dame apparaît en trotinant. Sa maison, posée en haut de la colline, regarde la mine abandonnée. «C'est pas souvent que je vois du monde ici», dit-elle, croisant les bras, visiblement encline à parler. Elle s'appelle Lourdes, connaît Vitor, et embraye: «Ce que vous avez devant vous, c'est un crime environnemental. Quand la mine était en activité et longtemps après, il n'y avait plus de poissons dans la rivière ni de feuilles aux arbres.» Puis, les yeux dans le vide, sans daigner préciser le sujet de sa phrase : «Ils sont venus, se sont servis, ont tout détruit et sont repartis.» ?

Illustration(s) :

«Si la mine ouvre, ce sera la fin de notre village», assure la militante Aida Fernandes.